



Bordeaux, Le 6 juin 2026

Lettre de soutien aux salarié·es de la blanchisserie du CHU de Bordeaux

La mobilisation des salarié·es de la blanchisserie du CHU de Bordeaux mérite le soutien de toutes celles et tous ceux qui sont attachés à l'hôpital public, à l'emploi, à la qualité du travail et à la démocratie.

Depuis des années, les personnels réclament légitimement un nouvel outil de travail. Cette revendication était juste. Les conditions de travail difficiles, la pénibilité du métier et les besoins du service rendaient nécessaire la construction d'une nouvelle blanchisserie.

Mais une question est aujourd'hui posée : à quoi doit servir cette modernisation ?

La direction présente ce projet comme une avancée. Pourtant, derrière les nouveaux équipements se profile la suppression de plus de quarante emplois, accompagnée d'une augmentation des cadences et d'une remise en cause des conditions de travail. Les salarié·es ont raison de s'inquiéter.

Cette situation n'est malheureusement pas isolée. Elle s'inscrit dans un contexte plus large où l'hôpital public subit depuis des années les conséquences de politiques d'austérité et de restrictions budgétaires. Alors même que les besoins de santé augmentent, que la population vieillit et que les personnels sont déjà soumis à une forte pression, les établissements sont sommés de réaliser toujours davantage d'économies et de gains de productivité.

Derrière les discours sur l'efficacité, les mutualisations ou les restructurations, ce sont trop souvent les emplois, les conditions de travail et la qualité du service rendu qui sont remis en cause. Les travailleurs deviennent une variable d'ajustement alors qu'ils constituent la première richesse du service public.

L'enjeu n'est pas de refuser la modernisation, mais de savoir au service de qui elle est mise : de la rentabilité et des économies budgétaires, ou de la santé des travailleurs, de la qualité du service public et de la réponse aux besoins de la population.

Les progrès techniques et les nouveaux équipements devraient permettre de réduire la pénibilité, d'améliorer les conditions de travail, de développer les qualifications et de renforcer la qualité du service rendu. Ils ne devraient jamais servir à supprimer des emplois ou à intensifier le travail.

Car celles et ceux qui assurent chaque jour le fonctionnement de la blanchisserie ne sont pas de simples exécutants. Ils sont porteurs d'une expérience, d'un savoir-faire et d'une connaissance irremplaçable du travail réel. Ils savent ce qui fonctionne, ce qui doit être amélioré et ce qui est nécessaire pour garantir un service de qualité.

La question posée est donc aussi une question de démocratie. Les choix qui engagent l'avenir d'un service, les conditions de travail des personnels et la qualité du service rendu à la population ne peuvent être décidés sans celles et ceux qui font vivre ce service au quotidien. La démocratie ne doit pas s'arrêter aux portes de l'entreprise ou de l'hôpital.

Une véritable modernisation devrait s'appuyer sur l'expertise des salarié·es, reconnaître leur rôle et leur permettre d'intervenir sur les choix d'organisation du travail. Elle devrait développer leurs pouvoirs d'action et de décision plutôt que les dessaisir des choix qui concernent leur avenir.

Les revendications portées par les salarié·es de la blanchisserie sont légitimes : maintien de tous les emplois, amélioration des conditions de travail, respect des acquis, transparence sur les projets en cours, refus de toute privatisation ou externalisation.

La défense de la blanchisserie du CHU de Bordeaux est aussi celle d'une certaine idée du service public : un service public qui place les besoins humains avant les logiques comptables, qui considère le travail comme une richesse et qui fait confiance à celles et ceux qui le réalisent.

Plein soutien aux salarié·es de la blanchisserie du CHU de Bordeaux dans leur mobilisation.

Frédéric Mellier

Conseiller régional de Nouvelle-Aquitaine

Membre du Conseil national du Parti communiste français